

Association Survie

La France en guerre au Mali

Enjeux et zones d'ombre

Le 10 janvier 2010, François Hollande engage l'armée française au Mali pour enrayer une offensive de groupes armés qui occupaient les deux tiers du pays, provoquant le soulagement compréhensible des Maliens. La propagande déployée par l'armée et le gouvernement français pour défendre le bien-fondé et la légalité de son « Opération Serval », préparée de longue date malgré les discours plaidant pour l'intervention d'une « force africaine », est alors relayée par la plupart des médias.

Pourtant, l'utilisation du paravent de l'ONU par la France, son rôle autoproclamé de « gendarme de l'Afrique », le recours à des forces supplétives de la Cedeao et du Tchad, les liens ambigus avec le groupe armé du MNLA, la marginalisation des Maliens dans la conduite des opérations militaires et dans les décisions politiques qui concernent l'avenir de leur pays figurent parmi les nombreuses zones d'ombre de cette opération.

L'association Survie a enquêté pendant plusieurs mois pour faire la lumière sur les enjeux et les dérives de cette guerre française au Mali.

Survie est une association française qui dénonce depuis plus de 25 ans les dérives de la Françafrique à travers des enquêtes, campagnes, interpellations des décideurs. Elle compte 1.700 adhérents et 25 groupes locaux.

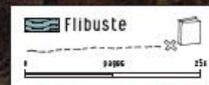
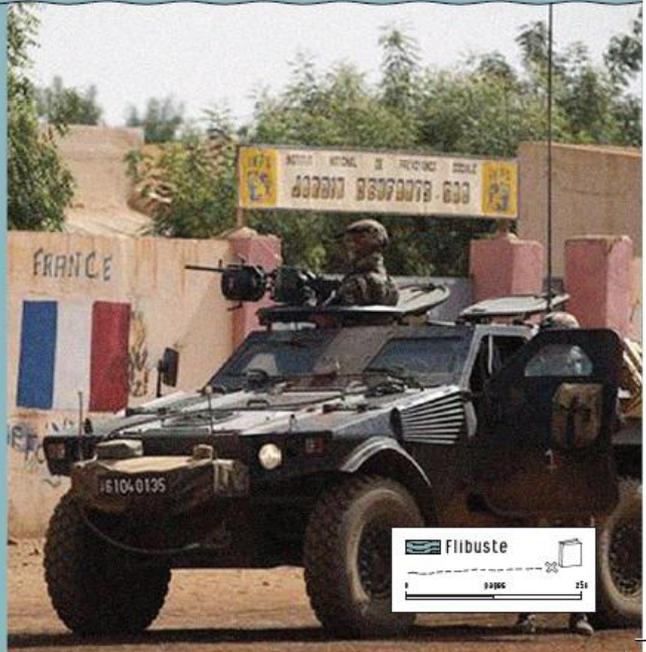
La flibuste propose aux citoyens des textes classiques et modernes d'invention de la démocratie et de la liberté

La France en guerre au Mali

SURVIE

La France en guerre au Mali Enjeux et zones d'ombre

SURVIE



ISBN 978-2-930300-37-6 - PRIX : 7€ (TVA 5,31% incluse)

TRIBORD



Editions Tribord

256 pages - Prix public : 7 €

La France en guerre au Mali

Enjeux et zones d'ombre

Coordination : Juliette Poirson, Fabrice Tarrit

Contributeurs: Marie Bazin, Odile Biyidi, Raphaël De Benito, Danyel Dubreuil, Grégory Giraud, Raphaël Granvaud, Bruno Jaffré, Mathieu Lopes, Gérard Moreau, Issa Ndiaye, Juliette Poirson, François Schockweiller, Bernard Schmid, Fabrice Tarrit.

L'association Survie

L'association (loi 1901) Survie a trois objectifs principaux : ramener à la raison démocratique la politique de la France en Afrique (lutte contre la Françafrique et le néocolonialisme), combattre la banalisation du génocide et réinventer la solidarité internationale par la promotion des Biens Publics mondiaux.

Elle mène des campagnes d'information et d'interpellation des citoyens et des élus pour une réforme de la politique de la France en Afrique et des relations Nord-Sud. L'association fonde son action sur la légitimité qui incombe à chacun d'interpeller ses élus et d'exiger un contrôle réel des choix politiques dans tous les domaines.

Elle compte plus de 1700 adhérents, plusieurs centaines de militants et 25 groupes locaux qui relaient ses campagnes dans toute la France.

Survie édite un Bulletin mensuel d'information alternative sur les avatars de la politique de la France en Afrique depuis 1994, *Billets d'Afrique et d'ailleurs*, disponible sur abonnement.

Survie France (Siège national)
107 boulevard de Magenta 75010 Paris
Tél : 01 44 61 03 25
Fax : 01 44 61 03 20
contact@survie.org

www.survie.org

Sommaire de l'ouvrage

Introduction

Partie I /LA GENESE DE LA CRISE ET DE L'INTERVENTION DE LA FRANCE

Le Mali

Repères historiques sur la relation franco-malienne

1. Le Mali, une « vitrine » démocratique qui a volé en éclats
2. Une implication liée à la préservation des intérêts économiques français
3. Les responsabilités de la France dans l'instabilité du Nord du Mali
4. La « lutte contre le terrorisme » : un concept instrumentalisé, des alliés ambigus

Partie II/ UNE GUERRE FRANCAISE

5. Une guerre de reconquête préparée de longue date
6. Une opération de promotion du dispositif militaire de la France en Afrique
7. Le Président, les militaires et les ministres à la manœuvre, le Parlement à la traîne
8. Les médias français vecteurs de la propagande de l'armée

PARTIE III/ HABILLAGE MULTILATERAL ET CAUTIONS AFRICAINES

9. L'ONU sous influence française
10. La Cedeao, caution africaine de l'intervention
11. La légitimation de la dictature tchadienne
12. La France, gendarme de l'Afrique pour l'Union européenne

Partie IV/ UN MALI SOUS TUTELLE ET TOUJOURS INSTABLE

13. Les atteintes aux droits
14. La mise sous tutelle politique du pays
15. Le soutien de la France à un projet autonomiste
16. Le mirage d'une reconstruction « dans l'intérêt des Maliens »
17. Mise sous tutelle militaire du Mali et militarisation de la région

Conclusion

Postface

Chronologie (janvier 2012-avril 2013)

Bibliographie

L'opération Serval

Le 9 janvier 2013, le mouvement vers la ville de Mopti des groupes armés qui occupaient depuis plusieurs mois le nord du Mali, conduit les autorités maliennes à demander un appui militaire à la France.

L'intervention française lancée le 10 janvier 2013, préparée manifestement de longue date, met un coup d'arrêt à l'offensive vers le Sud du pays de ces groupes armés, provoquant le soulagement compréhensible des Maliens.

Rapidement, la France, qui prétendait tout d'abord n'intervenir que pour bloquer les groupes armés, revoit ses buts de guerre et lance une offensive militaire multidimensionnelle de très grande ampleur, reconquérant elle-même les principales villes du Nord du Mali avec des troupes au sol et aéroportées et allant jusque dans les zones les plus reculées du pays « neutraliser » ou « anéantir » les « terroristes », selon les termes employés par les autorités et l'armée française. L'opération est baptisée « Serval », du nom d'un petit félin africain.

En un intervalle de temps très court 4 000 soldats français et 12 000 tonnes de matériel sont déployés sur le sol malien, l'armée française s'appuyant sur son dispositif militaire implanté dans plusieurs pays de la région, au Tchad et en Côte d'Ivoire en particulier. Des centaines de rotations sont menées par l'aviation française avec en fer de lance, l'intervention des fleurons de l'armée française, des avions *Rafale* et des hélicoptères *Tigre*. Des parachutages massifs de troupes et de matériels sont opérés, notamment sur Tombouctou entre le 27 et le 28 janvier.

La communication sur l'opération militaire française atteint son apogée le 2 février 2013 quand le Président de la République français, endossant un rôle nouveau de chef de guerre, est filmé paradant devant ses troupes à Bamako et Tombouctou, au milieu de foules maliennes en liesse.

La propagande massive déployée par l'armée française et le gouvernement français pour défendre le bien-fondé de l'opération (exagérant notamment la menace pesant sur la capitale Bamako), sa légalité internationale, et ses succès opérationnels, est relayée par la plupart des médias français, occultant le plus souvent les nombreuses zones d'ombre de cette guerre menée par la France au Mali.

Le 28 mars, le Président François Hollande déclare à la télévision française que les objectifs de l'opération sont atteints, à l'exception de la libération des otages français retenus dans le Sahel. Un calendrier de retrait progressif des forces est proposé, qui se concrétise le 8 avril par le départ du Mali de 120 parachutistes. Mais le maintien d'une partie du contingent, 1000 hommes chargés de « lutter contre le terrorisme » au delà de 2013 est également annoncé. Dans la même allocution, le Président français, dans une posture aux forts relents coloniaux, se déclare « intraitable » sur le respect par le gouvernement malien du calendrier électoral fixé par les partenaires internationaux. Un calendrier qui fait pourtant débat étant sonnés les difficultés à organiser un tel scrutin dans un pays encore en guerre et comptant plus de 400 000 réfugiés et déplacés.

L'ouvrage

Survie a été parmi les premiers observateurs avisés des relations franco-africaines à analyser de façon critique le positionnement en première ligne de la diplomatie et de l'armée française dans le conflit malien, relevant zones d'ombres et contradictions dans le discours et les actes posés.

L'association a tenté de montrer dans ses écrits et interventions publiques que la France était l'État le moins bien placé pour se placer à la tête de telles manœuvres, du fait de son histoire coloniale dans la région et de la politique qu'elle y a menée depuis les indépendances : installation de pouvoirs dictatoriaux, interventions militaires déstabilisatrices et criminelles, tutelle monétaire, politique, prédation des matières premières.

En effet, même si le Mali est moins marqué du joug de la *Françafrique* que certains États voisins tels que le Burkina Faso ou la Côte d'Ivoire, le passif de la diplomatie française dans ce pays est conséquent.

Survie s'est en outre alarmée de constater combien la diplomatie française n'avait pas tiré les leçons des interventions récentes lancées en Côte d'Ivoire, et en Libye.

Le travail d'enquête et d'analyse produit par l'association sur le Mali s'est concrétisé par la publication de nombreux articles entre janvier 2012 et janvier 2013, puis par l'élaboration d'un premier dossier d'information diffusé sur le web le 23 janvier 2013, moins de deux semaines après le début de l'opération Serval.

Le succès rencontré par ce dossier a débouché sur la volonté de produire un document plus complet

L'ouvrage « **La France en guerre au Mali** » a été rédigé collectivement par des militant-e-s qui suivent la situation au Mali et dans les pays de la région depuis de nombreuses années et échangent régulièrement avec des représentants de la société civile malienne.

Il propose une approche multidimensionnelle des enjeux de la crise malienne, de l'intervention française et ses desseins inavoués.

Conformément aux objectifs de l'association Survie, cet ouvrage se concentre sur le rôle de la France au Mali en abordant le rôle des autres acteurs clé de la crise (pays voisins, Cedeao, Qatar, UE, etc.).

Il ne s'agit pas de faire porter à la France seule la responsabilité de la crise au Mali mais bien de décrypter, à la lumière des enjeux français dans la zone, le rôle qu'a joué ce pays dans la genèse de la crise et le jeu diplomatique qu'elle a mené pour déclencher et conduire une intervention militaire dont elle a été la principale force.

Il s'agit également de faire le jour sur des éléments liés à l'intervention passés sous silence et de dégager des pistes d'analyse et de réflexion prospectives sur les conséquences de cette guerre française, au Mali et dans la région, en matière économique, politique, militaire et humanitaire, en particulier le risque de mise sous tutelle du pays et d'aggravation de sa perte de souveraineté.